

LA QUESTION FÉMININE ET

LA CONCURRENCE HOMMES-FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Aujourd'hui - contrairement au passé, où la gent féminine, reléguée au foyer, était souvent victime des idéologies conservatrices - ce sont peut-être précisément les femmes qui sont les plus sensibles aux exigences du changement social. En revanche, ils constituent, avec les jeunes et les immigrés, la partie la plus fragile et la plus vulnérable du prolétariat. Les communistes ont donc un double intérêt à mener parmi elles un intense travail; parmi les femmes du prolétariat, tout d'abord, mais pas seulement, puisque l'émancipation des femmes est un terrain sur lequel le prolétariat peut exercer une attraction également sur les couches des classes moyennes, au sein desquelles il n'est pas rare que précisément les femmes soient les éléments les plus avancés.

La montée des mouvements féministes de masse

L'activisme social et politique des femmes est allé de pair avec le développement et l'extension du capitalisme. Les années les plus récentes en sont emblématiques, théâtre d'intenses mouvements de femmes au niveau international: de vastes mobilisations de femmes ont eu lieu en Amérique latine (Argentine, Chili, Brésil), dans les pays arabes, en Turquie, en Pologne, en Espagne, en Inde. Dans certains cas, comme en Argentine, les revendications purement féministes sont accompagnées de revendications de classe¹, reflétant la forte participation des travailleuses à ces mouvements; dans d'autres, comme dans les pays arabes, les femmes ne se sont pas limitées à lutter contre le machisme, le patriarcat et la violence à l'égard des femmes, mais ont investi les questions sociales et politiques générales.

Les mouvements contemporains de femmes tendent donc à dépasser les frontières du féminisme, rendant de plus en plus urgent pour les communistes le besoin de développer une politique capable de les relier aux perspectives de la lutte prolétarienne pour le renversement du capitalisme. Comme il a été écrit à juste titre : "*Seule la capacité d'impliquer les travailleuses dans une lutte qui tienne également compte de leur condition spécifique permettra d'atteindre la convergence nécessaire vers une bataille commune contre le capital*"² .

¹ Je renvoie à cet égard à l'excellent article de M. Wolker, *ACERCA DE LA VIOLENCIA DE GÉNERO Y EL MOVIMIENTO FEMINISTA ARGENTINO*, "Pasado y presente del marxismo revolucionario", <https://pasadoypresentedelmarxismorevolucionario.net/2020/02/05/acerca-de-la-violencia-de-genero-y-el-movimiento-feminista-argentino/>

² *La posta in gioco, riflessioni e proposte per un femminismo rivoluzionario*, "Il pungolo rosso", 2021.

Oui à une question "spécifique" des femmes

L'émergence des luttes des femmes en tant que phénomène de masse nous suggère que la vieille formule de la Deuxième et de la Troisième Internationale selon laquelle il n'y a pas de question "spécifique" des femmes n'est pas satisfaisante³. En effet, elle contient le danger d'une tolérance à l'égard de l'indifférence masculine -ou pire des préjugés- envers l'activisme politique et syndical des femmes. Bien sûr, ce n'était pas le sens que Bebel ou Zetkin ou Lénine voulaient donner à cette formule⁴, comme le montre leur insistance sur la nécessité de spéciales revendications et organisations des femmes, et surtout leur insistance sur l'importance fondamentale et indispensable du travail parmi les femmes, qui, surtout auprès des deux derniers, correspond à une véritable *obligation* pour les partis communistes (la résolution du Troisième Congrès de l'Internationale Communiste⁵ est éloquente à cet égard). Bebel va jusqu'à déclarer : "*la femme a un droit de priorité sur le travailleur. La femme est le premier être humain tombé dans la servitude, elle était esclave avant même que l'esclave n'existe*"⁶. La première au monde, la Révolution d'Octobre a balayé toute discrimination légale entre les sexes et pour les homosexuels, a légalisé l'avortement libre et a pris des mesures concrètes pour protéger les femmes, les enfants, les prostituées, les enfants nés hors mariage, etc.⁷

³ Voici un échantillon de très mauvaise prose que nous n'aimerions plus voir dans les publications révolutionnaires (et dont on trouve pourtant encore des exemples aujourd'hui). Et cela vient de Clara Zetkin qui a tant fait pour le mouvement prolétarien des femmes ! : "*Nous ne devons pas mettre au premier plan les intérêts mesquins [sic!] du monde des femmes: notre but est la conquête de la femme prolétarienne pour la lutte des classes. Notre agitation parmi les femmes ne comporte pas de tâches particulières.*" (C. Zetkin, *Discours au congrès de Gotha du parti social-démocrate allemand*, 16/10/1896)

⁴ Pour une reconstruction utile, bien que brève, de la question des femmes dans le mouvement ouvrier, cf. Cecilia Toledo (militante du Pstu et de la Commission des Femmes de la Ligue Internationale des Travailleurs, IVème Internationale) *Le marxisme et le problème de l'émancipation des femmes*. <https://www.google.com/search?q=marxismo+e+il+problema+dell%E2%80%99emancipazione+della+donna.+Di+Cecilia+Toledo%2C+militante+del+Pstu+e+membro+della+Commissione+delle+Donne+della+Lega+Internazionale+dei+Lavoratori%2C+Quarta+Internazionale&oq=marxismo+e+il+problema+dell%E2%80%99emancipazione+della+donna.+Di+Cecilia+Toledo%2C+militante+del+Pstu+e+membro+della+Commissione+delle+Donne+della+Lega+Internazionale+dei+Lavoratori%2C+Quarta+Internazionale&aqs=chrome..69i57.2969j0j7&client=tablet-android-hena&sourceid=chrome-mobile&ie=UTF-8>

⁵ *RÉSOLUTION CONCERNANT LES FORMES ET LES MÉTHODES DU TRAVAIL COMMUNISTE PARMIS LES FEMMES*, 8/7/1921 [https://www.marxists.org/francais/inter_com/1921/ic3_13.htm]

⁶ A. Bebel. *Les femmes et le socialisme*.

⁷ Un examen synthétique de la manière dont la République Soviétique a traité la question féminine se trouve dans Elisabetta Rossi, *L'EMANCIPAZIONE FEMMINILE IN RUSSIA PRIMA E DOPO LA RIVOLUZIONE*, Marximo.net 10/8/2015, <https://www.marxismo.net/index.php/teoria-e-prassi/indifesa-dell-ottobre/301-l-emanipazione-femminile-in-russia-prima-e-dopo-la-rivoluzione-2>

Ce que l'on peut comprendre, en les traduisant dans le langage d'aujourd'hui, c'est que les communistes ne travaillent pas pour un mouvement *politique* des femmes *indépendant* du mouvement prolétarien dans son ensemble, et cela est indiscutable. Mais, à mon avis, nous pouvons et nous devons parler sans crainte de la "spécificité" – qui découle du fait de la "double oppression" à laquelle les femmes sont soumises, de façon macroscopique dans les pays arriérés, mais encore dans les pays avancés – et de la nécessité d'une attention spéciale que le mouvement communiste doit consacrer à cet aspect, comme c'est également le cas de l'immigration ou de l'oppression nationale, raciale ou religieuse⁸.

Si Marx disait en son temps que tout mouvement révolutionnaire du prolétariat anglais était voué à l'échec sans l'émancipation du prolétariat irlandais, de la même manière – et même avec plus de raison – nous pouvons dire que le mouvement prolétarien est voué à l'échec s'il ne met pas au premier plan – et non en sourdine comme cela a trop souvent été le cas dans le passé – la "question féminine" non seulement dans ses aspects strictement prolétariens, mais aussi dans ses aspects "de genre", sociaux et démocratiques. Il ne faut jamais oublier que le mouvement prolétarien doit lutter de manière conséquente contre toute forme d'oppression; que, comme l'ont bien expliqué Luxemburg et Lénine, le prolétariat est la seule classe qui soit démocratique jusqu'au bout et qu'on ne peut pas être socialiste sans être conséquemment démocratique; sans reconnaître aux immigrés, aux minorités nationales et religieuses, *mais surtout aux femmes*, non seulement la plénitude des droits mais des *protections spéciales*, parce que dans un régime capitaliste, même le plus démocratique, ces catégories sociales sont plus fragiles et il faut donc prévoir pour elles, disons, un surplus de droits. Celui qui néglige cet aspect du travail révolutionnaire et ne le met pas *au premier plan* n'est pas un communiste.

⁸ Il faut reconnaître que certains secteurs des mouvements féministes ont su poser le problème du cumul et de l'intersection de différentes formes d'oppression. Le terme "intersectionnalité" a été inventé à cet égard. Tout a commencé au milieu des années 1970, avec le "Combahee River Collective", un groupe de féministes noires américaines qui contestait, avec le féminisme blanc, le mouvement noir et le féminisme bourgeois noir, en mettant en avant la simultanéité des oppressions (la trilogie classe, race et genre), ainsi que l'oppression sexuelle (voir le manifeste du CRC dans <https://www.blackpast.org/african-american-history/combahee-river-collective-statement-1977/>). La théorie de l'"intersectionnalité" vise à établir un lien entre la discrimination fondée sur le sexe et d'autres formes d'oppression, en analysant la manière dont elles agissent simultanément. Nous assistons aujourd'hui à un renouveau de ces thèmes (un cas italien particulièrement intéressant est représenté par le mouvement "Non una di meno", qui s'approprie de façon méritoire le thème des droits des migrants). Malheureusement, ces approches restent souvent confinées à la dimension culturelle et écrasées par une vision de l'identité de genre. Sur cette base, le mouvement des femmes risque de rester hégémonisé par le féminisme dominant, avec une approche néolibérale, bloqué sur le terrain des "droits" et complètement pacifié avec les règles et les structures du pouvoir bourgeois.

Lutte contre le patriarcat ?

Le lien entre les revendications des femmes et le mouvement de classe, pour être véritablement anticapitaliste, doit cependant avoir une vision cohérente des obstacles à abattre et de la nature de l'ennemi. De ce point de vue, l'arsenal théorique féministe traditionnel, qui identifie le *patriarcat* et/ou ses vestiges en tant que cible contre laquelle diriger la lutte, est totalement insuffisant.

Qu'est-ce que le patriarcat? Faut-il l'identifier (comme c'est généralement le cas au sein du mouvement féministe) à la famille bourgeoise actuelle ? Et dans quelle mesure et jusqu'à quel point la famille bourgeoise monogame peut-elle être définie comme patriarcale? Fourier, par exemple, distinguait l'" état patriarcal " de la " société civile bourgeoise ".

"Jusqu'au début de la décennie que va de 1860 à 1870 – écrit Engels en se référant au XIXème siècle – on ne peut pas parler d'une histoire de la famille. La science historique dans ce domaine était encore entièrement sous l'influence des cinq livres de Moïse. La forme patriarcale de la famille, qui y est décrite de manière plus détaillée qu'ailleurs, n'était pas seulement considérée, sans aucun doute, comme la plus ancienne, mais elle était aussi identifiée, après l'élimination de la polygamie, à la famille bourgeoise d'aujourd'hui, de sorte que la famille en général n'aurait pas connu un quelconque développement historique⁹.

Cette identification convient à la bourgeoisie, qui fait passer la famille monogame pour éternelle et idéale, mais elle convient également au féminisme bourgeois dans la mesure où elle déplace le centre de gravité de la lutte pour l'émancipation féminine de la société bourgeoise vers la guerre permanente (reflet idéologique de la concurrence du marché) contre l'homme. S'il est donc vrai qu'à ses débuts, la famille bourgeoise, en assurant la prédominance du mâle, est en ce sens patriarcale, il est tout aussi vrai que le capitalisme, au cours de son évolution et de son développement, en raison des besoins liés à la production, à la mobilité et à l'instabilité sociale, et notamment de l'introduction du sexe féminin dans le monde du travail, ronge et sape profondément ses fondements.

Pour la société bourgeoise, Engels préfère parler de "famille monogame" et, sur la base des études de Kovalevski, il considère la famille patriarcale proprement dite comme le point de transition entre le matriarcat et la forme monogame de la famille, qui a néanmoins en commun avec la famille patriarcale l'infériorité juridique de la femme. La sociologie parle aujourd'hui de la famille *mononucléaire*, de la famille *neolocal* et, plus récemment, de la famille *élargie* (bien différente de la famille élargie de type patriarcal), de la famille *de fait*, de la famille *monoparentale*, etc., des typologies qui reflètent la crise manifeste de la famille bourgeoise elle-même.

⁹ Préface à la quatrième édition de 1891 de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*.

Personnellement, je n'ose pas me prononcer sur l'histoire de la famille et je laisse cette tâche aux ethnologues et aux anthropologues. Il va sans dire qu'entre

a) la famille patriarcale gréco-romaine qui comprend également des esclaves et au sein de laquelle le *pater familias* a un pouvoir absolu non seulement sur les esclaves et les femmes, mais aussi sur les enfants de sexe masculin, et

b) le droit moderne de la famille, où même les enfants illégitimes sont reconnus, où il existe un droit au divorce, où l'indépendance financière des femmes est reconnue, où dans certains cas les couples de fait ou même les couples homosexuels sont reconnus,

il existe d'innombrables formes complexes de transition, dans lesquelles subsistent des traces ou même des éléments du droit patriarcal. Il est également clair que dans de vastes régions arriérées du monde (et j'en profite pour rappeler une fois de plus que la planète est loin d'être entièrement *capitaliste*), le patriarcat est bien plus qu'un reliquat, et reste souvent une réalité dominante.

Pour en revenir aux réflexions d'Engels et de Bebel, au-delà des limites qui peuvent être présentes dans leurs travaux, dues à un progrès insuffisant des études ethnologiques et anthropologiques, ce qu'ils ont anticipé est que, s'il est bien vrai que la *racine* de l'oppression des femmes se trouve dans le passage du matriarcat au patriarcat, *la raison actuelle* de celle-ci subsiste même dans le pays le plus démocratique et subsisterait même si l'égalité juridique la plus absolue et complète entre les sexes était atteinte. Et ce, même si toute trace de loi patriarcale était abolie. Par conséquent, la persistance de l'oppression féminine, même au sein des capitalismes matures, doit être étudiée de manière plus approfondie.

La concurrence entre les hommes et les femmes sur le marché du travail

Les mouvements féministes ont insisté sur le fait que le capital s'approprierait gratuitement le travail de reproduction et de soins et que celle-ci serait la raison fondamentale de la nécessité de maintenir l'oppression sociale et familiale des femmes¹⁰. Si ces services de travail non rémunéré devaient être monétisés ou remplacés par des services sociaux, ils représenteraient un coût pour le capital, et le capital aurait donc tout intérêt à enchaîner les femmes à la servitude familiale. Un argument qui se prête à fournir la base théorique de la revendication du "salaire pour les femmes au foyer". J'ai quelques doutes à ce sujet : pour la première fois, le capital pousse effectivement les femmes hors du foyer et, là où cela se produit, un minimum de services sociaux (des crèches, par exemple) sont prévus à cet effet. Par ailleurs, certains pays sont avancés dans ce domaine, dans d'autres la participation de l'homme aux tâches domestiques a augmenté, et il est déjà possible de dire que même si la gestion de la famille était socialisée (ce qui évidemment ne se produira jamais de façon satisfaisante dans un régime bourgeois), et même si tous les hommes se mettaient miraculeusement à partager les tâches ménagères (ce qui

¹⁰ Voir, par exemple, certaines publications de Silvia Federici.

est impossible pour les raisons que nous verrons plus loin) la femme prolétaire, dans un régime capitaliste, serait toujours opprimée.

Pour quelle raison ? D'où vient cette condamnation inéluctable des femmes à l'infériorité sociale dans la société capitaliste ? *Il faut partir de la position de la femme sur le marché du travail, au sein duquel elle est biologiquement désavantagée* : le fait d'être des deux sexes celui qui est destiné à la grossesse et à l'accouchement constitue le handicap réel et inéliminable de la femme dans sa compétition avec l'homme pour la vente de sa force de travail, car c'est un facteur qui oppose une *limite naturelle* insurmontable à la soif d'exploitation du capital dans la production de plus-value. Si cette barrière n'existait pas, le capital n'aurait pas eu et n'aurait aucun scrupule à rompre complètement le confinement domestique du sexe féminin. Partout où le capital a pu le faire, il l'a fait : dans tous les secteurs où les femmes lui ont paru plus aptes que les hommes, il a remplacé ces derniers dans les lignes de production ou dans les services.

En supposant, sans pourtant le reconnaître, que dans l'oppression des femmes le capital trouve avantageux de ne pas payer le travail reproductif (même la femme au foyer et la mère doivent être entretenues et reproduites, et dans le passé cela se faisait aux dépens du seul salaire qui entrait dans la famille, celui du père-mâle), le capital aurait tout autant et même plus d'avantages économiques dans l'exploitation *directe* du travail féminin. Voyons cela car ce sont des points fondamentaux pour comprendre la dynamique des relations entre les sexes dans la société d'aujourd'hui.

1) En rendant le travail féminin disponible pour l'extraction de la plus-value, le capital *élargit la base sociale de cette extraction*, en élargissant l'"armée de réserve industrielle".

2) Par conséquent, l'irruption des femmes dans le monde de la production (je ne dis pas du travail, car elles ne l'ont jamais quitté) *contribue à déprimer les salaires*. En d'autres termes, elle exacerbe la concurrence entre les bras sur le marché du travail¹¹. Et ceci est un puissant facteur, *spécifiquement capitaliste*, de "guerre des sexes" : si pour sa propre famille le salaire versé à la travailleuse peut apparaître, du moins dans un premier temps, comme une amélioration du budget, pour l'ensemble de la classe prolétarienne *il se traduit au contraire par un abaissement général des salaires*, non seulement parce que, pour entrer sur le marché du travail, la femme, comme les immigrés, doit "payer un gage", mais parce que les fatigues de la maternité, la rendant moins attrayante aux yeux de l'extracteur de plus-value, la contraint à accepter des salaires et des tâches inférieurs à ceux des hommes.

3) A long terme, la baisse des salaires induite par l'entrée des femmes dans le monde de la production *finit par faire baisser les salaires en dessous de la valeur de la force de travail* : en effet, à un certain moment, un seul salaire ne suffira plus à entretenir la famille (et donc à

¹¹ « En ce qui concerne la libre admission des femmes à toutes les fonctions industrielles et commerciales (...) cela entraîne que la concurrence des forces laborieuses se déchaîne avec plus de férocité, ce qui a pour conséquence nécessaire la diminution du revenu individuel des deux sexes, qu'il s'agisse aussi bien de salaire que d'appointements ». (A. Bebel, *Introduction à La femme et le socialisme*)

reproduire la force de travail); pour vivre dignement, il faudra deux salaires, pour s'en sortir au moins avec une forme d'intégration.

Pour le capital, ces avantages sont immensément plus importants que ceux qui découlent des économies réalisées sur les frais de reproduction et des soins de la progéniture qu'assure le travail de la femme au foyer. Cela n'empêche évidemment pas que, là où le capital le peut, il s'efforce de ne pas assumer la charge des services sociaux, en la laissant à la charge des conjoints, d'où elle finira par retomber principalement sur celle de la femme qui, défavorisée sur le marché du travail, et étant donc l'élément du couple qui reçoit généralement un salaire inférieur, sera celle qui - chaque fois que le besoin s'en fera sentir - devra sacrifier son indépendance économique, en acceptant par exemple un travail à temps partiel ou des situations de plus grande précarité, en perpétuant ainsi sa minorité sociale et familiale.

De même que le racisme contre l'immigré n'est pas seulement le produit de préjugés culturels et religieux fonctionnels au colonialisme et à l'impérialisme, mais aussi et fortement de la concurrence avec le prolétariat autochtone dans la vente de la force de travail, concurrence qui renforce ces préjugés là où ils existent déjà, et les fomenté là où ils n'existent pas; de même le machisme prédominant dans la société bourgeoise, avec son pendant féministe, est principalement *le fruit de la concurrence entre hommes et femmes sur le marché du travail*. C'est avant tout cela - et non les vestiges obsolètes du patriarcat qui subsistent - qui constitue le terreau sur lequel prospèrent les préjugés, le ressentiment et la violence à l'égard des femmes, et qui s'étendent jusqu'à la famille lorsque la défaillance de l'accord sentimental entre partenaires les fait éclater. C'est là la racine du "machisme" *typique de la société bourgeoise*¹², qui exploite évidemment partout où il le peut tous les anachronismes "patriarcaux" qui ont pu survivre tant dans la mentalité que dans le droit, pour en faire des armes dans la lutte contre les femmes, mais qui ne peuvent être éradiqués même dans le plus démocratique des pays

¹² L'un de ses aspects les plus frappants est la marchandisation non seulement de la main-d'œuvre féminine, mais aussi de sa sexualité et de son image. Entre parenthèses : cette fétichisation et cette exposition du corps féminin passent pour de la liberté dans la guerre culturelle néocoloniale contre les peuples non occidentaux (comme aujourd'hui dans la confrontation avec l'Islam) auxquels - sous prétexte d'émanciper les femmes de, disons, la burka - ils veulent imposer la soumission de leurs femmes au modèle masculin bourgeois. Mais attention à ne pas confondre l'imposition d'un modèle de féminité hétérodirigé (par le monde masculin) avec la différenciation des genres, qui a existé dans toutes les sociétés et continuera d'exister; différenciation qui ne peut être autodéterminée par chacun des sexes, mais qui est toujours relationnelle et mutuelle. Également pour les réalités "trans". Sur les questions de genre, voir le classique de J. Butler (d'approche post-structuraliste), *Questione di genere, Il femminismo e la sovversione dell'identità*, Bari, Laterza, 2017, ressource internet : [butler-judith-questione-di-genero-ldb.pdf](#) . Sur les théories "queer" connexes très utile L. Bernini, *Le teorie queer, Un'introduzione*, Mimesis, 2017. Voir également C. Beasley, *Gender & Sexuality, Critical Theories, Critical Thinkers*, Londres, Sage, 2005.

capitalistes¹³. La professeure de philosophie et de sociologie du droit Tamar Pitch affirme que "la violence masculine à l'égard des femmes n'est pas un signe du patriarcat, mais de sa crise". Elle argumente :

*"[...] la violence masculine à l'égard des femmes [...] témoigne d'une peur des femmes complémentaire de celle de l'étranger. Pas seulement dans le sens où les femmes sont construites comme "l'autre" de l'homme, et donc destinataires d'une méfiance similaire. [...] En résumé, ma thèse est que la peur de la liberté des femmes est étroitement liée à cette peur de l'avenir et du "différent" qui conduit à la recherche ou à l'invention d'identités culturelles pseudo-homogènes, pseudo-traditionnelles, et la violence masculine, surtout envers les anciennes partenaires, me semble un signe très significatif. Tout se tient, en somme, les campagnes contre les Roms (voleurs, violeurs, ravisseurs d'enfants) et l'odeur du chantage et des scandales "sexuels" visant nos gouvernants [...]"*¹⁴

Ceci est la clé pour comprendre pourquoi, même dans les sociétés les plus évoluées, et même en présence de l'égalité juridique la plus complète entre les sexes, la violence contre les femmes ne diminue pas, mais au contraire augmente, surtout en période de crise économique et sociale (voir encadré).

"Economic crises increase all forms of violence against women including trafficking and prostitution" (<https://www.womenalliance.org/gender-and-the-economic-crisis/>)

L'Union européenne a mené des recherches approfondies sur la violence à l'égard des femmes afin d'identifier les différentes raisons à l'origine de la violence, compte tenu des périls de la crise économique et sociale dans les États européens. Le tableau qui se dessine dans les différents États est complexe et mérite d'être approfondi, mais en résumant et en simplifiant, la violence dans le contexte actuel peut également trouver son origine dans les chocs économiques et le chômage imprévu, même s'il est évident que nous ne pouvons pas établir une relation déterministe de cause à effet entre la fragilité économique et la violence, étant donné que la racine profonde du phénomène est culturelle ; mais la frustration économique et psychologique résultant de la crise peut influencer la réaffirmation d'une culture de défense néo-patriarcale.

La situation économique est un terrain propice à la criminalité et à la violence contre les femmes.

Un rapport sur les droits de l'homme réalisé dans quatre pays de la région méditerranéenne, l'Italie, la France, la Grèce et l'Espagne, met l'accent sur le rôle de la perte d'emploi dans la violence domestique : "le chômage du conjoint est également un facteur de risque...". Lorsque les deux partenaires travaillent, 2 % des femmes disent avoir subi des violences, contre 4,6 % des femmes sans emploi lorsque le conjoint a également perdu son emploi. Pas moins de 400 000 femmes auraient subi des violences physiques de la part de leur partenaire ; le nombre de femmes victimes tend à être quatre fois plus élevé que dans les familles à revenu moyen.

¹³ "La notion de patriarcat universel a été largement critiquée ces dernières années au motif qu'elle ne rend pas compte du fonctionnement de l'oppression de genre dans les contextes culturels concrets dans lesquels elle se produit". Judith Butler, *Questionne di genere ...* op. cit. p. 27.

¹⁴ T. Pitch, *Riflessioni intorno alla violenza maschile contro le donne*, «Studi sulla questione criminale», III, n. 2, p. 9.

L'enquête menée en Espagne a révélé que l'augmentation de la violence sexiste est l'une des conséquences de la hausse du chômage et des inégalités de revenus entre les hommes et les femmes. Le rapport indique que les coupes financières visant à la consolidation fiscale ont eu un impact sérieux sur le bilan annuel destiné à la violence de genre. En Grèce, la récession a commencé en 2009, les hommes sans emploi sont frustrés dans la figure idéale de chef de famille ; les conséquences conduisent à l'augmentation des tensions familiales avec des manifestations de violence et de maltraitance. Il a été constaté que les femmes recherchent très fortement une assistance et un abri; de même, les demandes d'intervention de la police dans les lieux de vie domestique ont considérablement augmenté. Les recherches menées en Italie ont souligné que la récession économique prolongée risque d'aggraver encore le problème de la violence. Les femmes qui veulent quitter la situation de violence n'ont pas la possibilité de trouver l'argent nécessaire, tandis que les longues périodes de chômage peuvent faire perdre aux hommes les ancrages sociaux qui retiennent la violence. La récession en Italie, qui a débuté en décembre 2007 avec un taux de chômage croissant, a entraîné une augmentation des appels et des demandes d'aide aux centres de lutte contre la violence domestique.

<https://cislmarche.it/notizie/la-violenza-sulle-donne-e-la-crisi-economica>

Il est bien connu que la crise sociale due au COVID19 a entraîné une recrudescence de la violence domestique à l'égard des femmes. Ces simples faits nous indiquent que la violence contre les femmes est, dans les pays capitalistes, *beaucoup plus corrélée aux relations de production et de reproduction qu'aux idéologies patriarcales, réactionnaires et antédiluviennes*. En d'autres termes, *cette violence est typiquement bourgeoise et capitaliste*, et elle ne peut s'atténuer, et est même destinée à certains égards à s'accroître à mesure que l'égalité juridique entre les hommes et les femmes s'accroît, que les droits formels de ces dernières sont garantis, que les relations capitalistes sont plus pures, c'est-à-dire à mesure que la concurrence entre les sexes est plus libre sur le marché du travail. Les idéologies néonazies et les politiques des partis et gouvernements populistes dans de nombreux pays en témoignent aujourd'hui. Ce qui, dans la vulgate médiatique et psychologiste "féministe", est connu comme la "crise de l'homme", son insécurité face à la docilité féminine perdue, d'où surgirait, comme réponse défensive, la violence, a en fait une racine plus profonde dans les relations économiques, différenciées, du genre masculin et féminin avec le capital qui domine et façonne les relations de production (et de reproduction).

Mais dans le monde industriel - explique Engels dans L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État - le caractère spécifique de l'oppression économique qui pèse sur le prolétariat ne se manifeste dans toute sa rigueur qu'après que tous les privilèges légaux de la classe capitaliste ont été supprimés et que l'entière égalité juridique des deux classes a été établie; la république démocratique ne supprime pas l'antagonisme entre les deux classes, au contraire : c'est elle qui, la première, fournit le terrain sur lequel leur combat va se décider. Et de même, le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, ainsi que la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité sociale des deux sexes, ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux. On verra alors que l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et que

cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société ».

Ceci est un point que le féminisme bourgeois - dont l'horizon est interne au système capitaliste et dont le but est d'acquérir le meilleur équipement dans cette compétition avec le mâle - ne pourra jamais admettre. C'est pourquoi il cherche dans le "patriarcat" non seulement *l'origine historique* de l'oppression des femmes, ce qui serait exact, mais aussi sa *cause actuelle*, ce qui est trompeur parce qu'il absout le mode de production actuel de la responsabilité de l'oppression des femmes, parce qu'il cache le secret de la pérennité de cette oppression dans le régime capitaliste en raison du désavantage relatif dans lequel la faculté d'être mère place le sexe féminin sur le marché où se vend sa force de travail. "Le capitalisme ne peut s'empêcher d'être sexiste"¹⁵.

Bien sûr, en tant que communistes, nous soutenons toutes les revendications pour l'égalité des femmes dans tous les domaines, politique, juridique et salarial, et nous exigeons pour elles-mêmes des formes spéciales de protection (un surplus de droits) pour ce qui est en fait, non pas biologiquement, mais sur le marché du travail, le "sexe faible" : plus l'égalité formelle sera grande, plus il deviendra évident que la situation de minorité sociale des femmes dépend des rapports de production bourgeois, plus les objectifs communs des femmes prolétaires avec le féminisme bourgeois tomberont, plus la femme du prolétariat comprendra que son émancipation effective dépend du renversement du système capitaliste, résultat qu'elle ne peut atteindre que par la lutte commune avec les prolétaires masculins. Cependant, pour que cette alliance se réalise, il est indispensable de mener également une intense bataille "culturelle" au sein du prolétariat masculin contre les préjugés "machistes" à l'encontre de ses compagnes de vie et de lutte. Le prolétaire masculin *doit s'impliquer personnellement dans les luttes des femmes*. Cette bataille doit être en tête de nos agendas, et pas seulement parmi les prolétaires, mais *au sein même des organisations révolutionnaires*, où de tels préjugés et le comportement qui en découle ne peuvent être tolérés. De même que l'adhésion à l'organisation révolutionnaire est incompatible avec la profession de croyances religieuses et des idées chauvines ou racistes, elle doit l'être également avec les préjugés sexistes.

Il n'y a pas de révolution sans libération des femmes, il n'y a pas de libération des femmes sans révolution.

Alessandro Mantovani, avril de 2021

¹⁵ *La posta in gioco*, op. cit.